



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Roche-sur-Foron, le 4 octobre 2018

de SYLVIANE NOEL

Sénatrice de la Haute-Savoie

Mon avis sur la proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage

Le 31 octobre 2017, Le Sénat adoptait en première lecture la proposition de loi de mon prédécesseur Jean-Claude CARLE, tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage. Adopté à une très large majorité par le Sénat, ce texte permettait de clarifier le rôle de l'Etat, des communes et EPCI, modernisait les procédures d'évacuation et renforçait les sanctions pénales. Ce texte a hélas été très largement vidé de sa substance par la majorité parlementaire En Marche lors des débats en Commissions des Lois : ainsi, 6 articles sur les 10 que comportaient ce texte ont été supprimés.

A ce jour, quatre mesures présentes dès la proposition initiale demeurent dans le texte :

- La clarification des compétences des EPCI et des communes figurant au schéma départemental ;
- L'obligation d'information des élus et du Préfet en amont des grands mouvements ;
- La police spéciale des résidences mobiles dans les communes suffisamment dotées en aires d'accueil ;
- La création d'une amende forfaitaire délictuelle de 500 €uros.

Tout en saluant le travail de mes collègues parlementaires pour l'adoption de ces 4 mesures que je soutiendrai à mon tour, je considère aujourd'hui que nous devons poursuivre la navette parlementaire pour tenter de compléter ce texte et nous doter de moyens plus efficaces pour répondre à cette problématique majeure des occupations illicites des gens du voyage.

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianoel.fr

COMMUNIQUE de PRESSE

de SYLVIANE NOEL, Sénatrice de la Haute-Savoie

En effet, si la proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les occupations illicites venait à être votée en l'état, **je crains que la mise en œuvre des amendes forfaitaires reste insuffisante et ne règlera pas le problème pour plusieurs raisons :**

- L'amende forfaitaire ne s'appliquera que si la commune ou l'EPCI respectent les obligations lui incombant en vertu du schéma départemental ;
- Elle ne s'appliquera pas sur les caravanes ;
- Elle ne sera pas répétitive (arrêt Cour de cassation du 30 janvier 2018) : il en résulte que les campements illégaux ne pourraient ainsi se voir infligés qu'une seule amende, ce qui entraînerait un risque de sédentarisation et une multiplication des campements illégaux.

Sans oublier l'insolvabilité très couramment évoquée par ces communautés pour échapper à tout type de sanctions financières...

Comme nous arrivons au début de l'hiver et qu'il reste largement du temps pour procéder aux diverses navettes parlementaires, afin de conforter la loi, **nous devons absolument saisir l'opportunité de ce texte pour le compléter, l'enrichir, et tout mettre en œuvre pour obtenir du Gouvernement plus de mesures coercitives pour que les gens du voyage aient des droits mais aussi des devoirs, dans le but d'obtenir un texte abouti pour la saison prochaine.**

A quelques jours de l'examen de ce texte au Sénat, je me battraï donc en faveur de **la réintroduction des mesures prévues initialement par le texte porté par Jean-Claude CARLE à savoir :**

- La possibilité d'exclure du schéma départemental d'accueil les communautés de communes n'ayant pas de communes de plus de 5 000 habitants ;
- La possibilité de conditionner la réalisation de nouvelles installations d'accueil sur le territoire d'une commune à un taux d'occupation moyen des aires et terrains existants dans le même secteur géographique d'implantation, constaté au cours des 3 dernières années ;
- Le décompte des emplacements d'aires de gens du voyage dans la loi SRU ;

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianenoel.fr

COMMUNIQUE de PRESSE

de SYLVIANE NOEL, Sénatrice de la Haute-Savoie

- La suppression de la procédure de consignation des fonds ;
- L'augmentation de la taxe annuelle sur les résidences mobiles et l'obligation d'apposer une vignette ;
- L'élargissement des cas de recours à la procédure exceptionnelle d'évacuation d'office et forcée (intervention du Préfet pour d'autres motifs que l'atteinte grave à l'ordre public, lutte contre la réinstallation illégale d'un même groupe sur le territoire de la même intercommunalité à l'issue d'une première évacuation, traitement en urgence des procédures juridictionnelles) ;
- La saisie du véhicule à usage d'habitation et le transfert sur une aire d'accueil en cas d'installation illicite ;
- La création d'une circonstance aggravante en cas de préjudice économique ;
- Le renforcement des peines encourues en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien appartenant à autrui intervenues dans le cadre d'une installation en réunion illicite ;
- La création du délit « de fraude d'habitude d'installation sur le terrain d'autrui » ;
- L'application d'une peine complémentaire en cas d'infraction d'installation illicite en réunion ;

In fine, je voterai bien sûr ce texte mais à cette heure, je considère que l'inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour du parlement constitue une opportunité unique que nous ne pouvons laisser passer pour doter les élus de moyens efficaces et lutter contre ces comportements inacceptables.

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianoel.fr